

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(01)/ST/19
10 novembre 2001

(01-5610)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Quatrième session
Doha, 9 - 13 novembre 2001

Original: anglais

AUSTRALIE

Déclaration de S.E. M. John Fahey Ministre des finances et de l'administration

Si 142 nations Membres de l'OMC sont réunies ici au Qatar, en ce moment historique, c'est pour proclamer leur volonté de faire cause commune non seulement pour rétablir la confiance, calmer les marchés et relancer la croissance, mais aussi pour redonner des forces et une santé solide au système commercial multilatéral qui apporte tant de choses à tous les peuples du monde.

Certains pensent que les avantages du commerce mondial ne sont pas répartis de manière égale, voire équitable. D'autres affirment que les Accords de l'OMC sont injustes, voire iniques. Et pour d'autres, le système de l'OMC défend les intérêts des grands et des puissants aux dépens des petits et des faibles.

L'Australie reconnaît ces préoccupations. De fait, nous avons aussi nos propres préoccupations. Mais nous accordons une grande importance à la capacité du système de l'OMC de répondre à ces critiques. Et nous pensons que la seule façon d'aller de l'avant est de lancer un nouveau cycle de négociations commerciales mondiales. Le besoin d'un nouveau cycle de négociations maintenant, ici à Doha, est encore plus pressant en ce moment où l'économie mondiale marque le pas.

L'Australie vient à Doha dans l'espoir qu'un nouveau cycle de négociations commerciales sera lancé – le premier qui se déroulera sous les auspices de l'OMC. Et je suis certain que nous saurons voir suffisamment loin et faire preuve de la prévoyance, et je dirais même de la flexibilité nécessaires pour que ce soit un succès.

Je félicite le Président du Conseil général M. Stuart Harbinson pour les efforts qu'il a déployés sans relâche pour élaborer le projet de Déclaration dont nous sommes saisis maintenant. C'est une base crédible pour la conclusion d'un accord ici à Doha.

Comme vous le savez, l'agriculture est extrêmement importante pour l'Australie, pour les pays du Groupe de Cairns prônant un commerce agricole équitable et pour de nombreux pays en développement Membres. Pendant trop longtemps l'agriculture, y compris les produits alimentaires transformés, a été exclue des véritables réformes. L'OMC ne devrait pas être un "club de riches" qui ne réforme que les domaines dans lesquels les Membres nantis sont compétitifs. Les réformes doivent bénéficier à tous.

La Déclaration doit reconnaître l'objectif consistant à intégrer pleinement l'agriculture dans le cadre de l'OMC.

La Déclaration doit viser à mettre un terme à toutes les formes de subventions à l'exportation, à réduire de manière substantielle les mesures de soutien interne qui faussent les échanges et à apporter des améliorations conséquentes sur le plan de l'accès aux marchés.

En outre, la Déclaration doit réaffirmer que la réforme sur ces trois points essentiels - subventions à l'exportation, soutien interne et accès aux marchés - a la priorité sur les considérations autres que d'ordre commercial. Nous ne pouvons pas permettre à un petit nombre de Membres nantis d'utiliser les considérations autres que d'ordre commercial pour bloquer la réforme, d'autant que nous savons que ces considérations peuvent être prises en compte d'une manière qui complète nos objectifs de réforme. De fait, cette approche sera la solution à nos divergences sur l'agriculture. On ne peut pas laisser les négociations devenir l'otage des préoccupations non commerciales.

L'environnement est aussi une question essentielle pour l'Australie. La grande majorité des Membres de l'OMC veulent qu'il soit fait en sorte qu'il n'y ait pas de changement dans l'équilibre des règles relatives aux questions environnementales existant actuellement à l'OMC. Il est important que les partisans du changement tiennent compte de cette volonté bien réelle et ne la sous-estiment pas.

L'Australie accorde la plus haute importance au maintien de disciplines qui empêchent les Membres d'utiliser les mesures commerciales à mauvais escient au nom de la protection de l'environnement, ou d'imposer des normes environnementales unilatéralement.

L'Australie reconnaît qu'il faudra tenir compte de ce qui préoccupe les pays en développement au moment de préparer un nouveau cycle de négociations: en particulier, la mesure dans laquelle les pays développés ont mis en œuvre les Accords actuels de l'OMC, et l'accès aux médicaments pour les pays en développement.

L'Australie pense que des progrès importants ont été faits ces derniers mois. Le texte dont nous sommes saisis en ce qui concerne la mise en œuvre représente un effort sérieux, fait de bonne foi, pour répondre aux préoccupations des pays en développement. J'estime qu'il constitue une bonne base pour un accord.

L'Australie pense que la question de l'accès aux médicaments est très importante et mérite une déclaration distincte. Nous encourageons tous les Membres à utiliser leurs points de convergence pour trouver des solutions pratiques, dans le cadre de l'Accord sur les ADPIC, à cette question prioritaire.

Ici, à Doha, la Chine rejoindra la communauté des Membres de l'OMC. L'Australie a soutenu sans réserve l'accession de la Chine et du Taipei chinois à l'OMC. Avec ces deux accessions, l'OMC se rapprochera grandement du statut d'organisation véritablement mondiale.

Les négociations relatives à notre Déclaration ministérielle en sont à un stade critique. L'Australie pense que tous les Membres de l'OMC retireront des avantages du lancement d'un nouveau cycle de négociations ici à Doha.

Les avantages qu'il y a à supprimer les obstacles au commerce sont énormes. Si l'on réduit ces obstacles seulement de moitié, les gains se chiffreront, d'après les estimations, à environ 400 milliards de dollars EU chaque année. C'est comme si l'on ajoutait chaque année l'équivalent de l'économie coréenne - ou australienne - à la prospérité mondiale.

Nous devons rappeler les buts du système commercial multilatéral: permettre l'ouverture des marchés - une ouverture généralisée, empêcher que de nouvelles restrictions aux échanges n'apparaissent et réduire celles qui existent - dans les nouveaux domaines comme dans les domaines traditionnels, maintenir un cadre de règles stable - pour protéger les faibles contre les forts - de sorte que nous puissions tous faire du commerce, équitablement et à volonté.

Doha devrait marquer le début de négociations qui réaffirmeront ces objectifs et, par conséquent, renforceront l'OMC et le système commercial que nous construisons depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

Vu la conjoncture actuelle, notre succès apportera beaucoup, surtout à ceux qui ont justement le plus besoin des avantages du commerce: les pauvres du monde entier. Échouer, en revanche, serait tromper leur attente.
